



Proposition prébudgétaire soumise au Comité permanent des finances de la Chambre des communes

Octobre 2011

Sommaire

La Chambre de commerce du Canada se fait un plaisir de participer aux consultations prébudgétaires et de partager son point de vue sur les questions posées par le Comité permanent des finances de la Chambre des communes, à savoir : comment assurer une reprise économique soutenue au Canada, comment créer des emplois durables et de qualité, comment maintenir les taux d'imposition à des niveaux relativement faibles et comment atteindre un budget équilibré.

Nous remarquons une interdépendance entre ces objectifs et, par conséquent, les politiques gouvernementales doivent être mises en œuvre avec cohérence et tenir compte d'éventuels compromis et complémentarités.

Gardant à l'esprit les questions du Comité des finances, la Chambre de commerce du Canada demande au gouvernement fédéral de :

1. S'assurer que toutes les politiques économiques respectent les principes suivants : stabilité des prix, prudence financière, ouverture des échanges et réforme structurelle.
2. Souligner que l'innovation est la clé de la réussite future et mettre en œuvre une stratégie nationale revitalisée axée sur la recherche, la formation et le perfectionnement, l'éducation et l'élimination des obstacles qui entravent la transformation des idées en produits et services commercialisables.
3. Freiner les dépenses de programmes et accroître l'efficacité de ses activités pour éliminer les déficits et regagner la souplesse financière voulue pour traiter des domaines essentiels à la compétitivité à long terme du Canada, notamment de la réduction des taux marginaux d'imposition élevés.

Assurer une reprise économique soutenue au Canada

L'expérience de la décennie des pays de l'OCDE a démontré que les politiques économiques qui posent les fondements les plus solides pour une croissance économique soutenue sont fondées sur quatre principes : la maîtrise de l'inflation, la prudence financière, l'ouverture des échanges et la réforme structurelle. Un système financier solide est le point d'ancrage.

- **Maîtrise de l'inflation** : Lorsque l'inflation est faible, stable et prévisible, les consommateurs et les entreprises ont suffisamment confiance pour planifier l'avenir, car ils savent que le pouvoir d'achat de leur argent ne s'érodera pas d'année en année. Une inflation faible signifie également des taux d'intérêt

nominaux et réels moins élevés. Cela permet aux ménages de dépenser et aux entreprises de financer leurs activités quotidiennes et d'investir dans des machines et du matériel permettant d'accroître la productivité. La Chambre de commerce du Canada estime que le régime de cibles d'inflation de la Banque du Canada s'est avéré efficace et devrait être conservé.

- Prudence financière : Les déficits importants et la dette croissante font augmenter les taux d'intérêt et diminuent l'épargne nationale. Ils minent l'activité économique. Nous devons assainir nos finances pour regagner la souplesse financière voulue pour faire face à une population vieillissante et renforcer la compétitivité de notre pays.
- Ouverture des échanges : L'ouverture au commerce et à l'intégration aux marchés mondiaux favorise une croissance rapide et soutenue. La concurrence stimule l'efficacité et alimente l'innovation, accroît la productivité et mène à des emplois mieux rémunérés. Pour assurer le dynamisme de l'économie et des entreprises canadiennes, le Canada doit élaborer une stratégie ambitieuse, exhaustive et axée sur l'avenir destinée à resserrer les liens avec les autres nations en matière de commerce et d'investissement.
- Réforme structurelle : Le règlement des entraves structurelles invétérées à la productivité et à la croissance économique doit rester un élément clé du programme du gouvernement. Il doit prévoir l'élimination des obstacles au commerce et à la mobilité intérieurs, la contre-incitation au travail inhérente au régime de soutien du revenu (notamment l'assurance-emploi) et des règlements accablants. Les décideurs devraient toujours chercher des façons d'accroître la souplesse de notre économie et d'améliorer son rendement. Cette notion est particulièrement importante pour une économie relativement petite et ouverte comme la nôtre.
- Système financier solide : Le Canada a la chance d'être doté d'un système financier avancé, perfectionné et bien géré, soutenu par des règles prudentielles et une surveillance solides. « Le système financier contribue grandement au bien-être économique de tous les Canadiens. La capacité des ménages et des entreprises de détenir et de transférer en toute confiance des actifs financiers constitue en effet l'un des fondements de l'économie canadienne. Un système financier stable concourt à l'expansion de l'activité et à l'amélioration du niveau de vie¹. »

¹ Banque du Canada. « Revue du système financier ». Juin 2011.

Créer des emplois durables et de qualité

Les pays en voie de développement font une concurrence toujours plus active aux nations industrialisées, y compris le Canada, afin de se placer en tête de la course aux parts du marché mondial, aux avantages technologiques, aux investissements et aux débouchés des chaînes de valeur mondiales. Ainsi, la Chine a solidifié son rôle de superpuissance de la fabrication manufacturière et est le centre régional de la production impartie à l'étranger. De nombreux pays en développement fournissent à la Chine des pièces et composants, des matières premières et des produits énergétiques. La Chine, l'Inde, la Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam augmentent rapidement leur capacité d'innovation. Ils ont une masse critique de chercheurs, de scientifiques et d'ingénieurs et leur engagement à l'égard de la recherche-développement fera d'eux des meneurs mondiaux de produits et processus innovateurs. Le Canada risque d'être devancé par ces pays plus dynamiques.

Pour créer des emplois durables et de qualité, nous devons embrasser une culture d'innovation. L'innovation consiste en « des façons nouvelles ou meilleures de faire des choses ayant une valeur quelconque. Elle ne se limite pas qu'aux produits, mais englobe également l'amélioration des procédés, comme la chaîne de montage et les nouveaux modèles d'entreprise, comme le commerce électronique... Ce qui est beaucoup plus répandu, ce sont les formes progressives d'innovation dans des marchés établis, dans lesquels les biens et les services sont améliorés de façon continue². »

Au sein de chaque industrie, l'innovation joue un rôle essentiel dans la réussite d'une organisation. Elle a mené à de nouveaux emplois dans les secteurs de la haute technologie et de la fabrication perfectionnée, notamment l'aérospatiale, la nanotechnologie, les sciences de la santé et l'énergie de rechange. Elle a également augmenté les emplois dans les secteurs liés au soutien, par exemple l'installation de réseaux à très large bande et la construction d'infrastructures perfectionnées.

Pour favoriser l'innovation, le gouvernement doit se concentrer sur ce qui suit :

- Bâtir la main-d'œuvre la plus qualifiée, instruite et entrepreneuriale du monde.
- Améliorer considérablement notre capacité à faire passer les découvertes depuis le laboratoire jusqu'au marché.
- Renforcer le régime des droits de propriété intellectuelle du Canada.

² Conseil des académies canadiennes. « Innovation et stratégies d'entreprise : pourquoi le Canada n'est pas à la hauteur ». *Rapport du comité d'experts sur l'innovation dans les entreprises*. Juin 2009.

- Améliorer la gestion administrative du programme de recherche scientifique et de développement expérimental (RS&DE) pour assurer que les crédits d'impôt sont octroyés d'une manière prévisible, opportune et rentable afin que les entreprises de toutes tailles puissent investir plus facilement dans la recherche-développement.

Enfin, il est utile d'étudier l'Allemagne – un pays qui a su conserver un secteur manufacturier puissant malgré la concurrence de la Chine et des autres économies émergentes. Elle se concentre sur la fabrication haut de gamme, produisant des articles renommés dans le monde entier pour leur qualité. Elle peut donc exiger des prix élevés. Le secteur manufacturier de l'Allemagne a établi des liens étroits avec les universités, les instituts de technologie et les écoles polytechniques et ces établissements ont aidé les fabricants à mettre au point des processus et produits de pointe. Le pays accorde beaucoup d'importance à l'enseignement scientifique et technique, à l'apprentissage, à la formation et au recyclage.

Maintenir les taux d'imposition à des niveaux relativement faibles

Pour maintenir les taux d'imposition à des niveaux relativement faibles, il faut freiner les dépenses du gouvernement, élargir l'assiette fiscale et développer l'économie.

Le ralentissement des dépenses de programmes et l'efficacité accrue des activités gouvernementales sont de la plus haute importance pour éliminer les déficits et regagner la souplesse financière voulue pour traiter des domaines essentiels à la compétitivité à long terme du Canada, notamment la réduction des taux marginaux d'imposition élevés (particulièrement en ce qui concerne les personnes à revenus peu élevés) qui découragent le travail, l'épargne et l'investissement.

Le gouvernement fédéral devrait également réexaminer les centaines d'exemptions, déductions, remboursements, reports et crédits qui font partie du régime fiscal pour s'assurer qu'ils sont rentables et efficaces économiquement. Par exemple, certains crédits subventionnent simplement des activités que de nombreux bénéficiaires auraient accomplies de toute façon. D'autres stimulent les dépenses dans certains secteurs, incitant ainsi les fournisseurs à hausser les prix et, partant, annulant l'avantage du crédit fiscal. Dans de nombreux cas, le gouvernement utilise des avantages fiscaux pour atteindre des objectifs sociaux au lieu de financer l'initiative à même les dépenses de programmes. Les encouragements prennent la forme de réductions d'impôt alors qu'en fait ils sont des augmentations de dépenses. Au bout du compte, la myriade d'avantages fiscaux complique énormément la structure fiscale, augmente les frais d'observation et ouvre la voie à l'évasion et à l'évitement fiscaux. L'élargissement

de l'assiette fiscale favoriserait une diminution des taux d'impôt et tout le monde en profiterait.

Enfin, en prenant des démarches qui permettraient à notre pays d'afficher une croissance économique soutenue et de créer de vrais emplois, on éliminerait la nécessité d'augmenter les taux d'impôt.

Atteindre un budget équilibré

La Chambre de commerce du Canada a demandé au gouvernement fédéral d'équilibrer son budget d'ici à 2015 et de le faire en limitant la croissance des dépenses de programmes à environ 1,6 % par an, en moyenne, jusqu'à la fin de l'exercice 2015-2016. À première vue, cette mesure ne semble pas draconienne, mais elle représenterait un virage de taille étant donné que les dépenses de programmes fédérales ont progressé d'environ six pour cent par an entre l'exercice 2000-2001 et l'exercice 2008-2009. On peut également réaliser des économies en augmentant l'efficacité et l'efficacité des programmes gouvernementaux.

La Chambre de commerce du Canada reconnaît que l'élimination généralisée de programmes sans réformes structurelles sous-jacentes ne générera pas d'économies soutenues. L'examen approfondi des programmes gouvernementaux doit être un processus continu.

Au congrès annuel de 2010 de la Chambre de commerce du Canada, les délégués ont adopté une résolution demandant au gouvernement fédéral d'évaluer régulièrement ses programmes et activités en posant les questions suivantes :

- Le programme ou le domaine d'activité continue-t-il de servir l'intérêt public?
- Le gouvernement joue-t-il un rôle légitime et nécessaire dans ce secteur de programme ou dans cette activité ou est-ce que le secteur privé ou bénévole pourrait jouer un plus grand rôle en totalité ou en partie?
- Les Canadiens obtiennent-ils le meilleur rapport qualité-coût pour les fonds publics dépensés?
- Si le programme ou l'activité continue, comment pourrait-on améliorer son efficacité et son efficacité? Par exemple, les frais de prestation peuvent-ils être réduits grâce à un usage intelligent de la technologie, à des partenariats secteur public et secteur privé ou à la prestation par un tiers?
- Le gouvernement fédéral agit-il dans le cadre strict de ses responsabilités constitutionnelles bien connues ou le programme devrait-il être mis en concordance avec les provinces et territoires?

La Chambre de commerce du Canada croit qu'une augmentation des impôts des familles et des entreprises canadiennes est la mauvaise façon d'éliminer les déficits. Dans une économie mondiale hautement intégrée, l'assiette fiscale déménage sans cesse. Les travailleurs qualifiés, les entreprises, les emplois et les capitaux traversent facilement les frontières nationales à la recherche de meilleures perspectives économiques. Ils sont attirés par les environnements à faibles coûts, aux impôts peu élevés. Nous devons à tout prix éviter d'entraver les progrès réalisés à ce jour sur le plan des réductions des impôts des entreprises et des particuliers.

Le mot de la fin

La Chambre de commerce du Canada souhaite du succès au Comité permanent des finances de la Chambre des communes dans la tenue de ses consultations prébudgétaires. Nous souhaitons vivement contribuer à la création d'un Canada plus fort et prospère.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :
Tina Kremmidas, économiste en chef | tkremmidas@chamber.ca | 416 868-6415,
poste 222